



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Rouen-Dieppe

Arrêté du **24 JAN 2023** mettant en demeure la société **GAZELEY MAGENTA 26 SARL** à **PETIT-COURONNE** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite,**

- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-8, R.512-39-1 et R.512-39-3 ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration, et notamment ses articles L.121-1 et L.221-2 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021 réglementant les activités exercées par la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL sur la commune de Petit-Couronne ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2022 prescrivant des dispositions complémentaires à la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL pour son site localisé sur la commune de Petit-Couronne, parc d'activités de l'ancienne raffinerie, voie n°3 ;
- Vu l'arrêté n° 22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;

- Vu la circulaire du 23 octobre 2012 relative à l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale transmis le 16 avril 2020 à l'inspection des installations classées par la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL pour l'exploitation d'un entrepôt de logistiques BVA2 sur la commune de Petit-Couronne, voie n°3 du parc d'activités de l'ancienne raffinerie ;
- Vu le courrier de la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL daté du 22 mars 2022 et notifiant au préfet de la Seine-Maritime la mise à l'arrêt définitif – au 22 juin 2022 – du projet d'entrepôt qu'elle avait été autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Petit-Couronne par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021 ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées daté du 24 juin 2022 adressé à la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL et rappelant les attendus du plan de gestion ;
- Vu le diagnostic environnemental post-remblaiement de l'ancien site PETROPLUS, rapport établi par le bureau d'études PERL ENVIRONNEMENT, référencé R21_22054-V1 et daté du 4 juillet 2022 ;
- Vu le courrier de la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL daté du 03 août 2022 adressé à la société VALGO et, en copie, à l'inspection des installations classées ;
- Vu le courrier de la société VALGO daté du 26 août 2022 adressé à la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL et, en copie, à l'inspection des installations classées ;
- Vu les éléments présentés lors de la réunion du 15 novembre 2022, tenue dans les locaux de l'inspection des installations classées, réunion associant la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL, la société VALGO, les bureaux d'études PERL ENVIRONNEMENT et AIRELLES ENVIRONNEMENT ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL par courrier daté du 23 décembre 2022 ;
- Vu les observations présentées par la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL sur ce projet par courrier daté du 30 décembre 2022, communiqué par courrier électronique du 04 janvier 2023 ;

CONSIDÉRANT :

que la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL est autorisée pour l'exploitation d'un entrepôt de e-commerce sur la commune de Petit-Couronne par arrêté préfectoral du 11 mars 2021 susvisé suite à l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé par la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL le 16 avril 2020 ;

que l'autorisation environnementale accordée par arrêté préfectoral du 11 mars 2021 a été exécutée du fait de la mise en œuvre des travaux d'aménagement incluant notamment l'apport de matériaux de remblaiement tel que prévu au paragraphe « 15.2 Phase travaux / Sols » de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale transmis le 16 avril 2020 susvisé ;

que l'article 1.4.6 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021 susvisé prévoit que, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, et que cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site ;

que la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL a notifié à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, par courrier daté du 22 mars 2022, la mise à l'arrêt définitif du projet d'entrepôt qu'elle avait été

autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Petit-Couronne par l'arrêté préfectoral du 11 mars 2021 ;

que la mise à l'arrêt définitif était ainsi fixée au 22 juin 2022 ;

que le bureau d'études PERL ENVIRONNEMENT a réalisé, les 18 et 19 mai 2022, un diagnostic environnemental post-remblaiement du terrain de la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL, via 81 sondages de sols et 7 prélèvements d'eaux souterraines, dont les résultats d'analyses sont présentés dans le rapport susvisé ;

que les analyses précitées révèlent que les matériaux de remblaiement mis en œuvre sont susceptibles, de par leurs caractéristiques, de présenter des dangers ou inconvénients – au sens de l'article L.511-1 du code de l'environnement – pour les sols et les nappes d'eaux souterraines, et qu'il y a lieu de mettre en œuvre les mesures de gestion adéquates afin de prévenir tout impact sur les sols et les nappes d'eaux souterraines ;

que l'article R.512-39-3 du code de l'environnement dispose : « Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. » ;

qu'à la date du 22 décembre 2022, soit six mois après la date de mise à l'arrêt définitif, la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL n'a pas transmis au préfet de la Seine-Maritime le mémoire de réhabilitation attendu ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables ;

que les observations de la société GAZELEY MAGENTA 26 SARL formulées dans son courrier daté du 30 décembre 2022 susvisé n'apportent aucun argument nouveau de nature à justifier une modification du délai imparti dans le projet de mise en demeure pour la fourniture du plan de gestion, fixé à une durée d'un mois ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société GAZELEY MAGENTA 26 SARL, dont le siège social est situé 36, rue Marbeuf 75008 PARIS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son site situé au parc d'activités de l'ancienne raffinerie – Voie n° 3 – 76650 PETIT-COURONNE :

- sous 1 mois, l'article R512-39-3 du Code de l'environnement ; cette prescription sera réputée respectée sur transmission d'un plan de gestion comportant notamment :
 - a) les mesures de gestion des milieux ;
 - b) les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, durant les travaux ;
 - c) en tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions

d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du Code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R.414-2 du Code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de PETIT-COURONNE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de la commune de PETIT-COURONNE ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société GAZELEY MAGENTA SARL.

Fait à ROUEN, le

24 JAN 2023

Le Préfet,



Pierre-André DURAND